

Jusqu'à ces dernières années, les gouvernements utilisaient des mesures protectionnistes, les nationalisations d'entreprises et les subventions pour encourager les investissements intérieurs. La meilleure stratégie de l'entreprise dans un contexte de tarifs élevés a souvent été de desservir les marchés à partir d'usines installées à l'abri des barrières tarifaires nationales. Cependant, en raison de la taille restreinte de la plupart des marchés nationaux, ces usines ne parvenaient pas toujours à favoriser pleinement des économies d'échelle, de sorte qu'elles étaient souvent peu performantes. On fabriquait en général une gamme de produits pour les marchés intérieurs dans des cycles de production relativement courts.

Les politiques protectionnistes n'ont été sérieusement mises en question que lorsque les révolutions technologiques survenues dans le transport et les communications ont modifié le mode de maximisation de l'efficacité de l'entreprise. Certaines des plus importantes sociétés estiment maintenant qu'elles ne pourront atteindre leur efficacité maximale que si elles fonctionnent à l'échelle mondiale - c'est-à-dire en fractionnant leurs processus de production et en transférant diverses composantes dans les endroits offrant le plus d'avantages. Cela entraîne parfois un plus grand regroupement des activités commerciales, vu que les unités de production s'efforcent de réaliser des économies d'échelle (p. ex. des exclusivités mondiales de produits). À d'autres égards, cela implique une plus grande fragmentation, car les fonctions sont transférées aux endroits où elles seront les plus efficaces.

Des gouvernements très ouverts sur l'avenir ont commencé à réagir en élaborant des politiques visant à renforcer la position concurrentielle de leur secteurs privés à cet état de choses, en particulier des politiques de réduction des coûts, de suppression des obstacles au commerce et à l'investissement. Ils s'efforcent ainsi de favoriser une restructuration optimale des entreprises et d'augmenter au maximum l'attrait de leur pays pour les nouveaux investissements. Les entreprises hésitent à effectuer des investissements substantiels dans les pays où les entraves au commerce international sont importantes, si elles croient que leurs investissements pourraient être dévalués par une modification de la politique du pays hôte. Ainsi, les gouvernements eux-mêmes sont obligés de devenir « compétitifs » en se courbant aux pressions exercées en faveur d'une libéralisation de leurs politiques.

En raison de la libéralisation des marchés et l'évolution technologique, les entreprises font face maintenant à une intensification de la concurrence internationale. Aussi doivent-elles, pour assurer leur survie, accroître rapidement leur compétitivité. Comme les changements technologiques réduisent les entraves naturelles aux marchés, tels que les coûts du transport et des communications, les entreprises industrielles sont forcées par la concurrence internationale de produire à l'échelle optimale, dans un contexte où la taille de leurs marchés est davantage dictée par le degré d'efficacité associé à leur propre taille que par l'imposition de barrières tarifaires arbitraires et par les frontières nationales. Les sociétés transnationales se voient souvent octroyer des « exclusivités mondiales de produits » et sont incitées à se spécialiser de manière à pouvoir réaliser des économies d'échelle maximales. La politique publique doit appuyer de tels ajustements.